

# Revenu de base: l'expérience finlandaise

Alain Lefebvre

Alain Lefebvre

Revenu de base :  
l'expérience finlandaise

© Alain Lefebvre, 2019

ISBN numérique : 979-10-262-3332-9



Courriel : [contact@librinova.com](mailto:contact@librinova.com)

Internet : [www.librinova.com](http://www.librinova.com)

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

La Finlande a attiré une attention internationale considérable du fait de sa volonté de lancer une expérimentation de revenu de base au niveau national. À ce jour, c'est le seul pays qui se soit engagé dans une telle démarche, mais cela n'a rien de surprenant car la discussion sur un revenu de base dure en Finlande depuis longtemps, et le lancement du projet est facilité par une culture nationale de l'expérimentation qui fait l'unanimité au-delà des clivages politiques traditionnels. Toutefois, le champ de l'expérimentation décidé par le gouvernement et le Parlement, semble très limité, et les responsables estiment que, si l'expérience peut apporter des éléments intéressants pour l'avenir du système social, il est peu probable qu'un revenu de base généralisé sera mis en place dans les années qui viennent du fait de ses inconvénients en termes de coût, s'il s'agissait d'un revenu universel de niveau élevé, ou de son impact social, s'il était plus limité. De ce fait, partenaires sociaux et gouvernement réfléchissent à un nouveau système de protection sociale qui aurait les avantages du revenu de base, notamment en termes de simplicité, sans en avoir les inconvénients

### **Le revenu de base est une idée discutée depuis longtemps en Finlande**

Les termes «impôt négatif» et «salaire citoyen» ont été utilisés en Finlande pour la première fois dans les années 1970, mais le débat est devenu plus fréquent dans les années 1980. La discussion politique a également porté sur l'idée d'un système de revenu de base qui harmoniserait les transferts de revenus et garantirait un revenu minimum légal indépendamment de la situation de vie d'une personne. À partir du milieu des années 1990, le terme «revenu de base» s'est progressivement imposé. Bien que l'intérêt ait varié, l'idée n'a jamais complètement disparu du débat public. La discussion a culminé généralement dans les campagnes pour les élections législatives, où certains partis ont présenté la notion de revenu de base dans leur plate-forme, notamment en 1987, 1994, 1996, 1998, 2007, avec un pic de discussion avant les élections de 2015, où une expérimentation faisait partie des engagements du Parti du Centre

(Keskusta, parti agrarien de centre-droit) mené par Juha Sipilä, qui gagna les élections et a été Premier Ministre de 2015 à 2019.

L'idée d'un revenu de base flottait depuis longtemps en Finlande. Dans un article intitulé «*Good and Bad Times of Social Innovations: The Case of Universal Basic Income in Finland*», Pertti Koistinen and Johanna Perkiö décrivaient en 2014 pas moins de 13 modèles de revenu de base proposés et étudiés en Finlande. Ce qui suit est un résumé de leur présentation de ces modèles.

Une première proposition a été présentée en 1984 par deux universitaires, les professeurs Jaakko Uotila et Paavo Uusitalo. Dans leur livre, ils proposaient un congé sabbatique combiné à un salaire citoyen qui serait une option volontaire pour chaque citoyen. Le congé sabbatique serait possible tous les dix ans, l'objectif étant d'en arriver à un certain niveau de partage du travail.

Le second modèle, particulièrement en avance sur son temps, date de 1987. Le sociologue Matti Virtanen proposait un premier modèle de revenu de base universel conçu pour soutenir la transformation d'une société industrielle en société de l'information et la restructuration écologique de la production. Le modèle de Virtanen fut bientôt suivi par celui de l'économiste de gauche, Jan Otto Andersson (1988), et puis par celui de l'économiste social-démocrate, Pekka Korpinen (1989). Tous deux visaient assez classiquement à réduire le temps de travail afin de permettre de dégager du temps pour d'autres activités, en particulier culturelles, sportives et de loisir, ce que l'on a appelé en France en 1981 lors de l'arrivée de la gauche au pouvoir le temps libre.

En 1988, Olli Rehn, alors membre du Parlement et qui devint ministre et à deux reprises Commissaire européen, et David Pemberton de la Ligue verte ont pris l'initiative de créer un groupe de travail sur le sujet. Le secrétaire du groupe, Ilpo Lahtinen, a écrit en 1992 un livre qui reprenait les idées discutées par le groupe et proposait l'introduction d'un revenu de base partiel, c'est-à-dire accordé sans condition à tous les citoyens et résidents, avec un montant qui ne serait pas suffisant pour assurer la subsistance de la

personne sans revenus provenant d'autres sources. Cette réflexion a alimenté les débats des années 90, où se sont multipliées les propositions.

En 1994, juste après une forte récession en Finlande, Osmo Soininvaara (député de la Ligue verte) a publié un modèle dans un rapport commandé par le ministère des Affaires sociales, puis un livre très complet proposant un modèle de revenu de base partiel, avec une analyse de ses implications pour les finances publiques. Son objectif principal était d'accroître l'attractivité des emplois irréguliers et faiblement rémunérés. Une version légèrement modifiée de ce modèle a ensuite été approuvée par son parti.

En 1997, Kati Peltola (experte en politique sociale et femme politique de gauche) a publié un modèle de revenu de base avec travaux d'intérêt général, avec une proposition de revenu participatif volontaire et une réforme fiscale majeure.

À partir de 1998, les premiers modèles des partis politiques ont été publiés. Cette année-là, au cours de la campagne électorale, les Jeunes Finlandais (un petit parti libéral qui comptait deux sièges au Parlement à l'époque) ont présenté une proposition détaillée prévoyant un revenu de base partiel avec un taux réduit pour les mineurs et un taux plus élevé pour les retraités. Keskusta, le Parti du Centre (à l'époque le deuxième parti en importance) a également inclus l'idée d'un revenu de base conditionnel dans sa proposition de réforme du travail. Mais lors des élections législatives de 1999, les Jeunes Finlandais ont perdu leurs deux sièges et le Parti du Centre est resté dans l'opposition. De ce fait, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, il n'y eut pratiquement aucune discussion sur revenu de base, malgré la publication de la thèse de doctorat d'Anita Mattila dans laquelle elle comparait les modèles publiés antérieurement et en développait deux autres, qui étaient seulement des réformes mineures du cadre de protection sociale existant, une idée qui resurgit en 2019 après l'expérimentation de 2017-2018.

À partir de 2006, après quelques années de silence, la discussion sur le revenu de base est revenue au premier plan dans la société civile et les médias. En 2006-2007 et à nouveau en 2012-2013, années préélectorales, le débat public a fait rage. De nouveaux modèles ont été publiés avant les

élections législatives de 2007 par les Verts (Vihreät) et avant les élections législatives de 2011 par l'Alliance de gauche. Les deux modèles visaient à remplacer les systèmes existants de transfert de revenus, à l'exclusion des allocations logement, d'assistance sociale et des avantages liés aux revenus. Les Verts ont affirmé que leur modèle était neutre pour les finances publiques, alors que celui de l'Alliance de gauche visait une répartition plus équitable des revenus.

À la veille de l'expérimentation de 2017-2018, on pouvait donc dire que la classe politique en Finlande était majoritairement en faveur du concept de revenu universel de base. Les Verts avaient toujours soutenu cette idée, de même que l'Alliance de Gauche. Le Parti du Centre qui venait d'arriver au pouvoir avait inclus une expérimentation de revenu de base dans son programme électoral, ce qui était soutenu aussi par le Parti Conservateur, alors son allié au gouvernement. Enfin, le Parti des Finlandais de Base (Perusuomalaiset, populiste) était moins enthousiaste, mais avait accepté l'expérimentation dans le cadre du programme du gouvernement auquel il participait avec le Centre et les Conservateurs.

Le Parti Social-Démocrate, de son côté, s'était opposé au revenu de base il y a quelques années. Ce rejet était basé notamment sur une publication très critique de Ville Kopra, chercheur proche des syndicats, intitulée « *Le revenu de base: solution dure ou solution douce ?* ». Son analyse a été reprise par les sociaux-démocrates, et a été clairement explicitée en quelques mots par Eero Heinäluoma, l'un des leaders du parti, lors d'un débat de la campagne électorale de 2007 : « *Le revenu de base encourage l'oisiveté, coûte cher, n'est finalement qu'un système de plus et il ne va pas dans le sens d'une éthique Luthérienne du travail* ».

La position du Parti Social-Démocrate était sans aucun doute influencée par ses liens privilégiés avec les syndicats, qui étaient fermement opposés à l'idée d'un revenu n'ayant pas de lien direct avec un travail. Ils craignaient en particulier que l'existence du revenu de base entraîne une baisse des salaires qui profiterait aux employeurs. Pourtant, en 2015 aucune réelle opposition ne s'est manifestée dans les rangs du parti Social-Démocrate ou chez les syndicats, car la majorité des Finlandais semblait favorable au